



REPUBLIQUE FRANCAISE
Commune de La Verrière

ARRETE N°...228...2022...
PORTANT PERMISSION DE VOIRIE ET DE STATIONNEMENT
MOBILISATION D'UNE GRUE MOBILE

Monsieur le Maire de La Verrière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ; L2212-1, L2212-2 et L2213-5 ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L. 2122-1 à L. 2122-4 et L. 3111.1;

Vu le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 113-2, L. 115-1 à L. 116-8, L. 123-8, L. 131-1 à L. 131-7, L. 141-10 à L. 141-12

Vu le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5 ;

Vu les décrets 65-48 du 8 janvier 1965, 93.41 du 11 janvier 1993, 94.1159 du 26 décembre 1994, 98-1084 du 2 décembre 1998, 2000-855 du 1er septembre 2000, 202-1404 du 3 décembre 2002 relatifs aux appareils de levage ;

Vu les arrêtés des 1^{er}, 2 et 3 mars 2004 portant sur les vérifications et accessoires de levage de charges, carnet de maintenance des appareils de levage et les examens approfondis des grues à tour ;

Vu l'article 552 du code civil (et sa jurisprudence) relatif au survol d'une propriété ;

Considérant la demande, en date du 12 décembre 2022 de la **Société CAUVAS OCCILEV**, sise 20 rue du Pont Yblon – 95500 - BONNEUIL EN FRANCE, dont le bénéficiaire est la **Société CIRCET** située 2 rue René Descartes 78190 TRAPPES, sollicitant l'autorisation de la **mobilisation d'une grue mobile pour levage de matériel** (mâts pour la pose des ANT FREE et ANT FREE), sur le domaine public, **allée et parking près du n°18 Résidence du Bois de l'Étang - 78320 La Verrière**, dans le cadre de l'installation d'infrastructure permettant l'accueil de la 5G pour l'opérateur FREE ;

Considérant la nécessité du respect de la sécurité des personnes et des biens,

ARRETE

Article 1 : La Société **CAUVAS OCCILEV** est autorisée à mobiliser une grue de levage, sur **une période de 1 jour à compter du 23 décembre 2022**, sur le domaine public : **allée et parking face à l'immeuble n°18 de la Résidence du Bois de l'Étang - 78320 La Verrière**, conformément aux réglementations et aux normes en vigueur.

Article 2 : Les caractéristiques de la grue devront rester inchangées ou faire l'objet d'un nouveau dossier de montage et de mise en service. Les caractéristiques devront rester conforme aux pièces jointes au dossier de demande d'installation du camion grue. La fiche technique est décrite succinctement ci-dessous :

- **Camion grue : 48 tonnes – 12 mètres de longueur et 7 mètres de largeur, avec direction indépendante de l'essieu arrière (référence AC 100-4 / AC 100-4L).**

.../...

Article 3 : La Société CAUVAS OCCILEV devra mettre en place la signalisation aérienne et terrestre conformément aux textes en vigueur.

Article 4 : Monsieur le Maire ou son représentant pourra à tout moment demander l'arrêt d'utilisation de la grue si sa mise en service engendre des nuisances ou des risques pour les riverains et les usagers.

Article 5 : La Société CAUVAS OCCILEV prendra toutes les précautions afin d'empêcher les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Elle effectuera en permanence les nettoyages nécessaires. Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge de la Société CAUVAS OCCILEV. Tout manquement nécessitant une intervention extérieure sera à la charge exclusive de la Société CAUVAS OCCILEV, responsable des travaux. La responsabilité de la Ville ne pourra être recherchée à l'occasion de litiges provenant de cette action.

La Société CAUVAS OCCILEV devra veiller à ce que ni la manipulation du mobilier, ni les usagers ne soient la source de nuisances sonores.

Article 6 : La Société CAUVAS OCCILEV est tenue d'afficher le présent arrêté et de maintenir cet affichage en permanence.

Article 7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, aux règles d'hygiène et de sécurité seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois en vigueur.

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 9 :

- Monsieur le Maire,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Directrice Générale Adjointe des Services et Directrice des Services Techniques,
- Madame le Commissaire de Police d'Elancourt,
- Monsieur le Chef de Police Municipale,
- Tous les agents habilités de la force Publique ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Le Maire,

Nicolas DAINVILLE.

À La Verrière, le : 19/12/2022.....

Conformément à l'article L. 2131-1 du CGCT,
le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte,
qui a été notifié et/ou publié :

le :